



A COMPLETER, PARAPHER ET SIGNER
PROJET DE MARCHE N°B25-00067-NB

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par Monsieur Pierre CAPLIER, agissant en qualité de Directeur adjoint du CEA de Grenoble,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S
_____,
représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de
_____,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE	4
ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION	6
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS	10
ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 11 - ASSURANCES	12
ARTICLE 12 - MONTANT	12
ARTICLE 13 - REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 14 - PENALITES	13
ARTICLE 15 - FACTURATION- REGLEMENT	15
ARTICLE 16 - REGIME FISCAL	16
ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	16
ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	16
ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE	17

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, de :

- de fournir les prestations de maintenance éditeur, de support, de maintenance corrective, préventive et évolutive des applications du logiciel de management énergétique PLUTO
- de céder les droits de propriété intellectuelle et industrielle sur les développements réalisés sur ce Logiciel, ci-après dénommé les « Développements »,
- de concéder au CEA, le cas échéant, des licences supplémentaires pour le Logiciel, ci-après-dénommés les « Logiciels supplémentaires ».

L'ensemble de ces prestations sont-ci-après dénommées les « Prestations ».

Dans le présent marché, on entend par « Logiciels supplémentaires » les programmes informatiques supplémentaires qui seraient acquis par le CEA dans les conditions précisées à l'article 6.3 du marché ou auprès d'un tiers, ainsi que les nouvelles versions qui seront fournies par le Titulaire au CEA en application du présent marché, ainsi que la documentation associée, comprenant notamment l'ensemble des fonctionnalités, instructions et données écrites, un guide utilisateur et un manuel de référence.

Les prestations de maintenance décrites au premier alinéa du présent article s'appliquent également aux Logiciels supplémentaires, acquis ou non auprès du Titulaire.

Les Prestations du marché relèvent d'une obligation de résultat.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-00067-NB avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (le cahier des charges référencé DG-CEAGRE-DPEI-STIC-SDIS-25-10-002263 en date du 14/10/2025, etc.);
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée [REDACTED] du [REDACTED], à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 – L'annexe n°1 « Bordereau de prix unitaires » fait partie intégrante du présent marché.

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondant technique du CEA

M. Ludovic LECRAS - Tél. : 04.38.78.33.07
Email : ludovic.lecras@cea.fr

M. Stéphane LORIOT – Tél : 04.38.78.15.94
Email : stephane.loriot@cea.fr

3.2 - Correspondant commercial du CEA

M. Nathan BURTIN - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.28.74
Email : nathan.burtin@cea.fr

M. Steven YHUEL - Service des Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.95.74
Email : steven.yhuel@cea.fr

3.3 - Comptabilité fournisseur

Comptabilité fournisseur : Tél : 01 69 08 47 50
Email : S3C-Fournisseur_GRE@cea.fr
RELANCES@cea.fr

3.4 - Correspondants du Titulaire

Tél : _____
Email : _____

Correspondant commercial :
Tél : _____
Email : _____
(à compléter par le soumissionnaire)

3.5 – Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Prestations.

Ce responsable a pour rôle :

- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir,
- de faire respecter les consignes de sécurité,
- d'assurer les relations avec le CEA,
- de former le personnel au poste de travail. La traçabilité de cette formation est établie et tenue à la disposition du CEA,
- d'appliquer la législation spécifique aux installations confiées au Titulaire.

M/Mme _____ Tél : _____
Email : _____

Le Titulaire doit faire connaître par courrier, le nom de son remplaçant le cas échéant.

ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE

4.1 - Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de deux (2) ans à compter du 01/01/2026 soit jusqu'au 31/12/2027.

Il comprend la tranche optionnelle suivante :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation des Prestations pour une durée d'un (1) an, soit du 01/01/2028 jusqu'au 31/12/2028.

Le CEA affermit la tranche optionnelle, si besoin, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d' au moins un (1) mois avant le terme du marché.

Le non-affermissement de la tranche optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 5 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Les Prestations précisément décrites au cahier des charges précité à l'article 2 du présent marché comprennent les prestations de maintenance éditeur/support, préventive, corrective et évolutive du logiciel de management énergétique PLUTO, pour le département DPEI, du CEA Grenoble.

Elles comprennent les prestations suivantes.

5.1 - Prestations de base

Les Prestations de base dues au titre du présent marché comprennent :

- L'adhésion au support de la maintenance éditeur des licences.
- Le support technique et mises à jour logicielles.
- La maintenance corrective pour un forfait de 10 anomalies par an.
- Maintenance préventive des mises à jour mineures telle que décrite à l'article à l'article 6.2.3 du cahier des charges.
- Accompagnement métier, tel que décrit à l'article 6.3 du cahier des charges.

5.2 - Prestations optionnelles

Le présent marché comprend l'option suivante :

- Option n°1 : Phase de réversibilité d'une durée de deux semaines.

L'option n°1 est éventuellement levée par le CEA dans un délai de 1 mois avant le terme du marché.

L'absence de levée de tout ou partie de l'option n°1 n'ouvre pas droit à indemnités au bénéfice du Titulaire.

5.3 - Prestations sur bordereau de prix

Les Prestations sur bordereau de prix sont les suivantes :

- Achat de licences pour des tags supplémentaires telles que décrit en 6.2.1 du cahier des charges
- Prestation de maintenance corrective supplémentaire telles que décrit en 6.2.2 du cahier des charges
- Maintenance préventive pour mises à jour majeures complémentaire telles que décrit en 6.2.3 du cahier des charges
- Journées d'accompagnement et d'assistance métier supplémentaires
- Formation sur application PLUTO client.
- Session de sensibilisation PLUTO web.
- Formation data management sur PLUTO client.
- Achat de licences pour des tags supplémentaires

Des ordres de services peuvent être émis en cours d'exécution du marché sur la base du bordereau des prix unitaires figurant en annexe n° x du présent marché et du formulaire figurant en annexe x au présent marché.

Ils sont envoyés au Titulaire par mail à l'adresse _____@_____.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des ordres de services émis par le CEA pendant la durée du marché, même si le délai d'exécution des bons de commande va au-delà de la date de fin de marché.

5.4 - Prestations complémentaires sur devis

Les Prestations complémentaires en sur devis sont les suivantes :

- Prestation de maintenance évolutives telles que décrites à l'article 6.2.4 du cahier des charges.
- Toutes autres prestations nécessaires et associées à la réalisation de l'objet du marché n'entrant pas dans le cadre des Prestations de base et des Prestations sur bordereau de prix.

Les prestations complémentaires font l'objet d'un devis établi par le Titulaire sur la base du(es) taux horaires/journaliers plafonds fixés à l'article MONTANT ci-dessous dans la limite du plafond prévue à l'article 12.2.2. du présent marché.

Ces devis mentionnent la référence du présent marché, les motifs de l'intervention, la nature et les quantités des fournitures ou des interventions, ainsi que le délai de livraison et/ou d'exécution.

Le CEA se réserve le droit d'accepter ou non le devis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations correspondantes qu'après avoir reçu un ordre de service formalisé du CEA, passé en référence du présent marché et acceptant son devis, excepté pour les déplacements et interventions réalisés dans le cadre des astreintes pour lesquels cette acceptation ne peut intervenir qu'a posteriori.

5.5 - Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au cahier des charges susvisé. Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des prestations en dehors de celles définies dans le cahier des charges, sans l'accord préalable écrit du CEA.

Les Prestations, dont le Titulaire assure l'exécution et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, dans les locaux du Titulaire. Toutefois, la téléintervention sur les infrastructures et les systèmes du CEA depuis les locaux du Titulaire n'est pas autorisée.

De manière exceptionnelle, le Titulaire pourra être amené à intervenir sur l'un des sites du CEA Grenoble, par exemple pour un accès au système d'information CEA et aux plateformes techniques mises en œuvre sur site CEA ou pour le diagnostic d'anomalies qui ne seraient pas reproductibles sur les environnements du Titulaire. Dans ce cas, le Titulaire sera systématiquement accompagné d'une personne habilitée désignée par le CEA.

6.1 - Maintenance éditeur et préventive

Le Titulaire s'engage à assurer le support technique et à signaler et à fournir au CEA l'intégralité des patchs correctifs, des mises à jour et des évolutions (nouvelles fonctionnalités y compris nouvelles versions) du Logiciel et des Logiciels supplémentaires, le cas échéant.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA les mises à jour mineures et patch correctif dans un délai d'un mois compter de leur publication par l'éditeur.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA les mises à jour majeures dans un délai d'un mois compter de leur acceptation par le CEA.

Le Titulaire s'engage dans le cadre des Prestations de base à fournir, par an, au minimum une mise à jour majeur au maximum deux mises à jour majeures.

6.2 - Maintenance corrective

Chaque demande de maintenance corrective sur le Logiciel et sur les Développements fait l'objet de l'enregistrement d'une demande dont le niveau de criticité est déterminé par le CEA. En fonction de la qualification de l'incident (gravité 1 – critique ou gravité 2 – mineure), le Titulaire résout l'anomalie dans le délai correspondant mentionné au cahier des charges.

6.3 - Fourniture de logiciels supplémentaires – variation de périmètre

6.3.1 - Droits concédés au titre des Logiciels supplémentaires

Le Titulaire concède au CEA, qui accepte, un droit non exclusif et cessible d'utiliser les Logiciels supplémentaires (licences flottantes et/ou fixes) pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents auxdits Logiciels et pour le site du CEA Grenoble et ses sites rattachés.

Le CEA peut procéder à la reproduction des Logiciels supplémentaires mentionnés ci-avant :

- nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et le stockage des Logiciels supplémentaires aux fins de leur utilisation sur les postes prévus par le présent marché,
- pour la réalisation d'une copie de sauvegarde conformément à la loi applicable. En cas d'utilisation de la copie, le présent marché s'applique à celle-ci.

Le CEA peut procéder à une reproduction de la documentation nécessaire à l'utilisation des Logiciels supplémentaires de façon conforme au présent marché.

Les droits ainsi définis sont concédés pour une utilisation par les Post-doctorants, doctorants, étudiants, stagiaires, notamment stagiaires diplômés en recherche technologique et par le personnel du CEA statutaire et non statutaire (y compris les CDD et intérimaires) ainsi que pour les personnels de toute société extérieure amenée à travailler sur le site du CEA, à quelque titre que ce soit, notamment en qualité de sous-traitant ou de partenaire.

Les droits sont ainsi concédés pour toute utilisation pour les besoins propres du CEA, à quelque titre que ce soit, notamment dans le cadre de prestations de services, de collaborations nationales, européennes ou internationales, bilatérales ou multilatérales relative à des projets de R&D ou industriels et pour les besoins de formation des utilisateurs mentionnés ci-dessous.

6.3.2 - Livraison – délai

Le Titulaire s'engage à livrer les Logiciels supplémentaires par mise à disposition en téléchargement, et à mettre à disposition la clef d'activation permettant de l'exécuter, dans une version lisible et exécutable, et conformément aux recommandations de l'éditeur, sur les moyens informatiques existant dans l'environnement du CEA Grenoble dans les délais décrits à l'annexe 1 du présent marché à compter de la réception de l'OSémis par le CEA.

Les coûts de livraison sont compris dans le prix mentionné à l'article 12 du présent marché.

6.3.3 - Réception

Après installation par le Titulaire, le CEA et le Titulaire procèdent à la réception des Logiciels supplémentaires. Le CEA vérifie dans ce cadre la conformité des Logiciels supplémentaires par rapport aux références et quantités indiquées dans le bon de commande. Lorsque les réserves éventuelles du CEA sont levées, un procès-verbal signé des deux parties constate la réception sans réserve des Logiciels supplémentaires.

A compter de la date de signature du procès-verbal, les Logiciels supplémentaires sont intégrés au présent marché et leur maintenance corrective et préventive est prise en charge par le Titulaire dans les mêmes conditions contractuelles que celles applicables aux prestations de base, sans surcoût sur le montant des prestations forfaitaires précisées à l'article 12 du présent marché.

6.3.4 - Maintenance éditeur des Logiciels supplémentaires

Le Titulaire souscrit, à la demande du CEA, la maintenance éditeur des licences et s'engage, à aligner, sur demande du CEA, les dates de renouvellement de maintenance éditeur des Logiciels supplémentaires avec la date de renouvellement de la maintenance éditeur des Logiciels existants. Pour ce faire, le CEA souscrira auprès du Titulaire du marché les mois supplémentaires de maintenance éditeur nécessaires à l'alignement de ces dates prévus en annexe 1 du présent marché.

6.4 - Mise à disposition de fichiers ou programmes informatiques ou documents

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables), des documents.

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ou documents ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes ou documents.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes ou documents au CEA, ainsi que les données concernées et n'en conserver aucune trace.

6.5 - Accès au Centre

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés). Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 2, 9 et 30 mai, le 10 novembre, les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

7.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

7.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

7.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent marché et le transmettre au correspondant commercial du CEA, Service Achats.

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent marché par son (ou ses) sous-traitant(s).

7.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU MARCHE

8.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Prestations doivent être exécutées conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Prestations, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

8.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

8.3 - Réunions

Le suivi et le contrôle des Prestations s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

ARTICLE 9 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent marché, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges ci-après dénommés "les Documents".

La remise des Documents est une condition de la Réception des Prestations par le CEA. Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

9.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

9.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

9.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les

remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution des Prestations font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 10 - RECEPTION DES PRESTATIONS

10.1 - Réception des prestations de maintenance préventive et corrective

Chaque prestation de maintenance préventive et corrective fait l'objet d'une procédure de réception.

A la livraison de la mise à jour et ou de la correction, les fonctionnalités de l'application sont testées par les responsables techniques et fonctionnels du CEA.

A la suite de la Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement « VABF » sur la plateforme de qualification du CEA, ces prestations font l'objet d'une réception provisoire.

La mise en production (MEP) des prestations de maintenance préventive ou corrective est ensuite réalisée par le CEA, qui procède à une Vérification en Service Régulier (VSR). Le CEA prononce au terme de la VSR et après un délai raisonnable de bon fonctionnement (maximum 1 mois pour les mises à jour mineures et les corrections d'anomalies et 3 mois pour les mises à jour majeures), la réception définitive.

10.2 - Réception des prestations de maintenance évolutive

Les Prestations de maintenance évolutive font l'objet d'une procédure de Réception provisoire et d'une procédure de Vérification en Service Régulier d'une durée de trois (3) mois et d'une Réception définitive qui se déroulent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et en respectant les modalités précisées au cahier des charges.

A compter de la date de signature du procès-verbal de VABF (réception provisoire), les développements effectués au titre de l'évolution sont intégrés au présent marché et leur maintenance corrective est prise en charge par le Titulaire dans les mêmes conditions contractuelles que celles applicables aux prestations de base, et ce sans supplément de prix.

Toutes les anomalies constatées durant la VSR sont soumises au même engagement de délais de résolution que la maintenance corrective et sont prises en compte dans le calcul des indicateurs, et des pénalités éventuelles associées.

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des produits informatiques par le CEA.

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Toute réception et vérification donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

La date de signature du procès-verbal de Réception définitive des Prestations est le point de départ de la garantie.

10.3 - Réception des autres prestations

Les Prestations complémentaires sur devis qui ne concernent pas les prestations de maintenance font l'objet d'une procédure de Réception qui se déroule conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA et en respectant les modalités éventuellement précisées au cahier des charges.

Le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'acceptation sans réserve des Livrables par le CEA (Réception des Prestations).

Il est précisé que la prise en compte des réserves du CEA ne peut différer la date de remise des dossiers complets, ni justifier une remise en cause du ou des délais sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans le cadre du présent marché.

Toute réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les deux parties.

La date de signature du procès-verbal de Réception des Prestations est le point de départ de la garantie de ces prestations.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - MONTANT

Les montants fixés ci-après comprennent toutes les sujétions relatives à l'exécution des Prestations à l'exclusion des frais de déplacements réalisés à la demande du CEA. Ceux-ci sont remboursés sur présentation des justificatifs dans la limite du plafond fixé par le barème figurant en annexe 1 au présent marché.

12.1 - Prestations au forfait

12.1.1 - Prestations de base

Le montant forfaitaire annuel des Prestations de base est de :

Tranche ferme :

- Première année : [] euros HT ([] euros hors taxes) ;
- Deuxième année : [] euros HT ([] euros hors taxes)

Tranche optionnelle 1 :

- Troisième année : [] euros HT ([] euros hors taxes)

12.1.2 - Prestations optionnelles

Le montant forfaitaire et ferme des prestations optionnelles est fixé comme suit :

- Phase de réversibilité : [] euros HT ([] euros hors taxes).

12.2 - Prestations hors forfait

12.2.1 - Prestations sur bordereau de prix

Ces prestations sont valorisées sur la base des prix unitaires figurants au bordereau en annexe au présent marché.

Le montant de ces Prestations est plafonné annuellement à 15% du montant total du marché.

12.2.2 - Prestations complémentaires sur devis

Ces prestations sont valorisées sur la base des taux journaliers plafonds figurant en annexe au présent marché.

Ces prestations représenteront au maximum 10% du montant total du marché.

12.3 - Montant total maximum du marché

Le montant total maximum du marché est plafonné à 220 999 euros HT (deux cent vingt mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros hors taxes)

ARTICLE 13 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de [REDACTED] (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour une durée d'un an. Ils peuvent être révisés à la date d'anniversaire de la prise d'effet du marché, à la demande du Titulaire ou du CEA, et ne doivent en aucun cas dépasser le montant obtenu par l'application de la formule indiquée ci-après.

$$P = P_0 [0,20 + 0,80 \text{ SYN}_1 / \text{SYN}_0]$$

Dans laquelle :

P	Prix mis à jour
P ₀	Prix aux conditions économiques du mois de la remise de l'offre
SYN ₀	Indice SYNTEC publié le mois de la remise de l'offre.
SYN ₁	Dernière valeur connue de ce même indice à la date de révision

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit de l'autre partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des six premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 14 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

14.1 - Pénalités sur les engagements de niveaux de service

En cas de non-respect des délais contractuels **fixés à l'article 3 du** cahier des charges, le Titulaire encourt les pénalités de retard mentionnées dans le tableau ci-après :

RETARD	Montant des pénalités de retard
Anomalie critique : non-respect du délai de contournement pour la correction d'une anomalie	3/1000 du montant HT annuel des prestations de base par heure ouvrée de retard
Anomalie critique : non-respect du délai de correction d'une anomalie	3/1000 du montant HT annuel des prestations de base par jour calendaire de retard
Anomalie mineure : non-respect du délai de correction d'une anomalie ou d'une demande de support	1/1000 du montant HT annuel des prestations de base par jour calendaire de retard

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 15% par an du montant HT forfaitaire annuel des prestations de base du marché fixé à l'article « Prix » ci-dessus.

14.2 - Pénalités relatives aux Prestations sur bordereau de prix et des prestations complémentaires

En cas de non-respect des délais d'exécution des Prestations sur bordereau de prix et des prestations complémentaires, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur d'un pour mille du montant HT du montant dudit marché par jour calendaire de retard. Ces pénalités de retard sont plafonnées à 15% montant HT du marché subséquent.

14.3 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas visés à l'article ci-dessus, dans l'hypothèse où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure et pour le cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA applique une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard.

14.4 - Autres cas

Le Titulaire encourt, en outre, des pénalités dans les cas suivants :

- non-restitution du badge CEA en fin de Prestations : 100 (cent) euros par badge,
- sortie du centre de Grenoble d'un matériel appartenant au CEA, sans accord préalable écrit de la Direction : 150 euros par écart constaté.

14.5 - Non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles 14.1 à 14.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 100 euros (cent euros) par jour calendaire de retard.

14.6 - Application des pénalités

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq fois sur une période de douze mois consécutifs des pénalités pour mauvaise exécution, il peut résilier le présent marché de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 15 - FACTURATION- REGLEMENT

15.1 - Conditions de facturation

Prestations de base

La facturation des prestations de base est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA sur la base des montants fixés à l'article 12.1.1 - .

La phase de prise en charge et, si l'option est levée, de réversibilité, sont facturées mensuellement à terme échu après acceptation par le CEA de la réalisation des prestations.

Prestations sur bordereau de prix

La facturation est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA :

- 100% du montant des ordres de service émis sur la base des montants indiqués à l'annexe correspondante du présent marché, après acceptation sans réserve par le CEA des Prestations du mois considéré.

Prestations complémentaires en dépense contrôlée sur devis

La facturation est établie mensuellement à terme échu après validation des Prestations réalisées par le CEA :

- 100% du montant des ordres de services émis à la Réception définitive (VSR) des Prestations par le CEA.

15.2 - Modalités de facturation et règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 16 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 17 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 19 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,